

L'honorable Irwin Cotler, ancien ministre de la Justice du Canada

Irwin Cotler est président international du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne, professeur émérite de droit à l'Université McGill, ancien ministre de la Justice et procureur général du Canada, et ancien député de longue date. Il est avocat en droit constitutionnel et en droits de la personne internationaux, ainsi que conseiller auprès de prisonniers de conscience. Des articles de presse le qualifient de "conseiller des opprimés", tandis que l'Oslo Freedom Forum l'a surnommé "le défenseur de la liberté".

Il est membre de l'Organisation des États américains (OEA), du Panel indépendant d'experts juridiques sur le Venezuela, membre du Panel d'experts de haut niveau sur la liberté des médias, premier envoyé spécial du Canada pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme, et envoyé spécial de l'Assemblée parlementaire de la Communauté des démocraties pour défendre la cause de Vladimir Kara-Murza, leader démocratique russe emprisonné, qui a été nommé citoyen honoraire du Canada en 2023.

En tant que parlementaire de 1999 à 2015, le professeur Cotler a été à l'avant-garde de la lutte pour la justice et les droits de la personne, tant au Canada qu'à l'international. Il a présidé la toute première Assemblée parlementaire pour la Cour pénale internationale, les Parlementaires pour l'action mondiale (Canada), le Groupe interparlementaire pour les droits de la personne en Iran, et le Groupe interparlementaire de justice pour Sergei Magnitsky, entre autres. En 2014, ses collègues l'ont élu parlementaire de l'année au Canada.

Comme ministre de la Justice et procureur général du Canada de 2003 à 2006, Irwin Cotler a lancé la première initiative nationale contre le racisme et la haine, initié la première poursuite pour le génocide des Tutsis au Rwanda en vertu de la Loi canadienne sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, et réformé le processus de nomination à la Cour suprême pour en faire la plus représentative en termes de genre au monde. Il a également nommé les premiers juges autochtones et issus des minorités visibles à la Cour d'appel de l'Ontario, et a fait de la justice internationale une priorité gouvernementale.

Avocat en droits de la personne de renommée internationale, le professeur Cotler a servi comme conseiller pour de nombreux prisonniers de conscience de premier plan, y compris Andrei Sakharov et Nathan Sharansky (ex-URSS), Nelson Mandela (Afrique du Sud), et Liu Xiaobo (Chine). Plus récemment, il a défendu des figures comme Raif Badawi (Arabie Saoudite), Leopoldo López (Venezuela), et Nasrin Sotoudeh (Iran).

Auteur de nombreuses publications en droit constitutionnel et comparé, il a aussi plaidé dans des affaires phares relatives à la Charte des droits et libertés. Il est titulaire de 17 doctorats

honorifiques, membre du Conseil privé, Officier de l'Ordre du Canada, Officier de l'Ordre national du Québec, et a reçu de nombreuses distinctions, dont le Prix des droits de l'homme du Barreau du Haut-Canada en 2015.

En 2022, la Société Churchill pour la promotion de la démocratie parlementaire l'a honoré pour son excellence. En 2023, la Fondation Lantos pour les droits de l'homme et la justice lui décernera son prix le plus prestigieux, et le président israélien Isaac Herzog lui a remis la Médaille présidentielle d'honneur pour son combat contre l'antisémitisme, les crimes de haine et le racisme.